

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95000 Pontoise

Pontoise, le 31 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNAVEB

ZAE du chemin vert
95340 Persan

Références : UD95 2025-0713
Code AIOT : 0006505940

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement SNAVEB implanté ZAE du chemin vert 95340 Persan. L'inspection a été annoncée le 09/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (www.georisques.gouv.fr/).

Lors de la première campagne de mesures en mars 2023, il a été démontré des impacts significatifs dans les eaux souterraines et dans les sols du site. Suite au rapport de l'Inspection du 20 juin 2023, il a été demandé à l'exploitant de proposer des actions correctives de son plan d'action.

En août 2024, un diagnostic des milieux a été réalisé via des sondages de sols. Quatre nouveaux piézomètres ont également été installés venant compléter le réseau existant. Ces investigations ont mis en évidence la présence d'anomalies très significatives en Composés Organo Halogénés Volatils (COHV) dans les sols et les eaux souterraines et plus modérément des anomalies en composés hydrocarbonés.

Le 30 septembre 2025, l'exploitant a transmis un plan de gestion (référence 2023-462-D8V1) réalisé par le bureau d'étude EGEH (Etudes en Géologie, Environnement et Hydrogéologie)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNAVEB
- ZAE du chemin vert 95340 Persan
- Code AIOT : 0006505940
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SNAVEB assure l'entretien et le nettoyage de réservoirs contenant des hydrocarbures ou des aires de lavage dans les stations-services ou pour les particuliers. Elle est amenée à regrouper et à pré-traiter, par séparation de phases, les déchets hydrocarbonés (prétraitement par décantation naturelle et à l'aide d'un dégrilleur).

Thèmes de l'inspection : Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 18/09/2020, article 4.3.10	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance pollution	Code de l'environnement, article L.512-20	Sans objet
2	connaissance des produits étiquetage	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.3	Sans objet
3	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 18/09/2020, article 1.2.1	Sans objet
4	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 18/09/2020, article 4.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan de gestion (référence 2023-462-D8V1) réalisé en septembre 2025 par le bureau d'étude EGEH (Etudes en Géologie Environnement et Hydrogéologie) présente les orientations et les phases de la réhabilitation du site.

L'exploitant indique qu'il va lancer un appel d'offre afin de lancer les travaux de la dépollution du site. Parallèlement, il déménage progressivement le site de Persan vers un second site situé sur la commune de Genevilliers (92) : il réduit l'exploitation pour mettre fin à son activité sur le site de Persan d'ici juin 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance pollution

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.512-20
Thème(s) : Risques chroniques, pollution
Prescription contrôlée : <i>«En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en oeuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. »</i>
<p>Constats : Lors de la première partie de la visite d'inspection du 17 décembre 2025, l'exploitant a présenté son plan de gestion et particulièrement les différentes techniques pouvant être réalisées sur le site. L'étude de la mission d'EGEH est réalisée selon la norme NFX31620 parties 1 et 2 de décembre 2021. L'usage futur du site proposé restera industriel et tertiaire, ce qui apparaît cohérent avec le document d'urbanisme de la commune. Le schéma conceptuel prend en compte la situation et les précédents diagnostics du sol et des eaux souterraines. En fonction des méthodes envisageables, un abattement significatif du seuil de pollution pourrait être obtenu. L'exploitant indique retenir le scénario 2 du plan de gestion. Il convient de retenir que la durée des travaux de ce scénario est plus longue que pour d'autres scénarios proposés.</p> <p><u>Ainsi, les méthodes de traitement retenues pour le site sont les suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- zone non saturée : excavation et traitement hors site et méthode par venting, L'exploitant vise un abattement allant de 88 à 98 % de la pollution dans les zones suivantes :<ul style="list-style-type: none">■ Une zone de pollution concentrée en hydrocarbures■ 2 zones de pollution concentrées en COHV (COHV > 200 mg/kg MS).- zone saturée : première phase méthode par pompage et traitement puis en seconde phase réduction chimique.<ul style="list-style-type: none">■ Objectif d'un abattement de 90 % de la pollution (au regard des teneurs moyennes mesurées lors des différents suivis. <p>Néanmoins, l'exploitant reconnaît que la présence d'une pollution résiduelle du sous-sol après dépollution doit être envisagée. Ainsi, une campagne sur les gaz du sol sera mise en place permettant de garantir la sécurité des risques sanitaires des occupants.</p> <p>L'exploitant indique que les deux cuves aériennes actuellement inertes seront retirées dans le process global (sous réserve de l'accord du propriétaire pour l'une d'elle). Il indique également que la dalle sera conservée et les bureaux construits maintenus sur vide sanitaire ventilé et dépressurisé.</p> <p>L'appel d'offre pour le lancement des travaux et le suivi des mesures sera lancé début de l'année 2026. Le suivi sera assuré pour une durée de quatre ans avec des analyses tous les 6 mois sur les 7 ouvrages piézomètres.</p> <p>L'exploitant confirme qu'il réduit son activité sur le site et qu'il souhaite réaliser la procédure de cessation totale vers le mois de juin 2026. Ainsi, l'exploitant indique à l'Inspection qu'il réalisera les Attes-Sécur, Attes-Mémoire et Attes-Travaux. A ce jour, il n'envisage pas de solliciter l'instauration d'une servitude d'utilité publique.</p> <p>L'Inspection a rappelé la nécessité de notifier la cessation totale de son activité conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'Environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : connaissance des produits étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, produits dangereux
Prescription contrôlée : «Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ».
Constats : Le site fait l'objet d'un transfert d'activité. L'Inspection n'a pas constaté de fûts sur le site. Hormis deux fûts vides de contenus. La prescription est bien respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2020, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, liste des installations classées

Prescription contrôlée :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement
3510	A	Traitement de déchets dangereux Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : – traitement biologique – traitement physico-chimique – mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – récupération / régénération des solvants – recyclage / récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques – régénération d'acides ou de bases – valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution – valorisation des constituants des catalyseurs – régénération et autres réutilisations des huiles – lagunage	Traitement de plus de 10 t/j de déchets dangereux : – Traitement physico-chimique (décantation, séparation de phases, ...), reconditionnement	capacité de plus de 10 t/j
3550 (rubrique principale)	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits dans l'attente de la collecte	Stockage temporaire de déchets dangereux 110 tonnes de déchets dangereux stockés sur le site.	capacité totale > 50 tonnes
2718-1	A	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant : > supérieure ou égale à 1 t	Transit / Regroupement de déchets dangereux : Quantité maximale sur le site : 110 t (densité : 1)	Quantité susceptible d'être présente sur le site ≥ 1 t
2716	NC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Transit / Regroupement de graisses issues des restaurants : volume susceptible d'être présent sur le site : 20 m³	Volume ≥ 100 m³
2795	NC	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux	** Nettoyage des citernes de transport	-

A : autorisation ; NC : Non classé

A : autorisation ; NC : Non classé

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Constats : Lors de la première partie de la visite, l'exploitant a indiqué que son établissement n'a pas fait l'objet de changement ayant entraîné une modification de son classement de la nomenclature ICPE. L'exploitant indique que le tonnage de déchets reçus sur site est en baisse progressive. La cessation complète de l'activité sur le site de Persan est fixée courant le second semestre 2026. Le bilan de l'année sera réalisé à la fin du mois de décembre 2025 et sera transmis à l'Inspection. La prescription est bien respectée.
--

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2020, article 4.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, isolement des milieux

Prescription contrôlée : « Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »

Constats : L'Inspection des installations classées a constaté que la vanne du système des réseaux d'assainissement est signalée et à proximité de l'entrée du site. La clef est également disponible.

La prescription est bien respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2020, article 4.3.10

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux rejetées

Prescription contrôlée :

« L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. L'exploitant réalise des analyses sur les rejets des effluents aqueux selon les fréquences indiquées dans le tableau ci-dessous :

Nature des effluents aqueux faisant l'objet d'une auto surveillance	Fréquence des prélèvements et analyses à effectuer avant rejet	Paramètres
Rejets des eaux pluviales: points de rejets n° 2 et n° 3 (cf. article 4.3.5 du présent arrêté)	Au moins semestrielle	Paramètres définis à l'article 4.3.9 du présent arrêté

Constats : Lors de la visite du 17 décembre 2025, l'exploitant indique à l'Inspection que les mesures du programme de surveillance des eaux rejetées ont été réalisées le 10 juin 2025. La seconde surveillance est fixée pour la fin du mois de décembre. **La prescription est bien respectée. L'Inspection rappelle l'attention particulière qui doit être portée sur la fréquence de réalisation des mesures des rejets aqueux. Cela étant, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les rapports de mesures avec les résultats.**

Observation n°1 : L'exploitant doit fournir à l'Inspection le rapport des deux visites sous quelques jours.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Justificatif

Proposition de délais : 15 jours